

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Vendredi 19 avril 2024

Frontière orientale	1
La présidente de la Commission européenne von der Leyen a souligné l'importance de la sécurité de la frontière orientale pour l'Union - Orpo espère un soutien financier pour la Finlande orientale.....	1
Politique européenne	3
Conseil européen.....	3
L'UE renforce sa compétitivité et le marché intérieur	3
« Au conseil européen, les dirigeants politiques de l'UE préconisent de nouvelles sanctions contre l'Iran » HS	3
Politique étrangère	4
Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, l'Europe pourrait faire davantage pour aider l'Ukraine.	4
Intérieur.....	5
Le gouvernement propose des dispositions plus strictes sur la migration.....	5
"Le gouvernement a remis au Parlement son projet pour durcir les critères de l'immigration " HS	6
Partis politiques.....	6
Mika Aaltola se présente aux élections européennes sur la liste de la Coalition nationale	6
Antti Kaikkonen candidat à la présidence du Centre	6
Santé.....	7
THL annonce un plan social.....	7

Frontière orientale

La présidente de la Commission européenne von der Leyen a souligné l'importance de la sécurité de la frontière orientale pour l'Union - Orpo espère un soutien financier pour la Finlande orientale

La situation à la frontière orientale et à l'est de la Finlande a été au centre de l'attention de l'Union européenne vendredi, lorsque la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue à la frontière orientale de la Finlande.

Von der Leyen et le Premier ministre Petteri Orpo ont survolé la frontière en hélicoptère et se sont entretenus à Lappeenranta.

Von der Leyen a déclaré lors de la conférence de presse que sa visite à la frontière orientale était une expérience très révélatrice. « Je le répète, nous devrions tous être plus Finlandais en matière de sécurité. Nous pouvons en apprendre beaucoup sur l'état de préparation de la Finlande à tous

les niveaux de la société. Cela nous aiderait à répondre rapidement à diverses crises. C'est pourquoi je suis reconnaissante à votre ancien président Sauli Niinistö de nous faire un rapport sur l'amélioration de la sécurité globale des pays européens ».

Orpo a salué le désir de von der Leyen de visiter la frontière orientale. Il a déclaré qu'il lui avait décrit l'opération de déstabilisation de la Russie à la frontière orientale en y amenant des migrants et les actions de la Finlande pour y répondre.

« Nous avons apporté et apportons des modifications à notre législation, mais nous avons également besoin de l'aide de l'UE pour mettre un terme à ce phénomène. Je remercie la présidente de la commission et les autres pays membres pour leur soutien dès le début du phénomène », a dit Orpo.

Selon Orpo, l'économie de l'Est de la Finlande, qui a souffert de la fermeture des frontières, a également besoin du soutien financier de l'Union. Orpo a demandé à l'UE de nouvelles formes de soutien aux régions touchées par les actions de la Russie.

La présidente de la commission von der Leyen a déclaré que la Russie avait lancé une opération hybride contre la Finlande, similaire à celle précédemment faite par la Biélorussie aux frontières de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne.

Selon Von der Leyen, cela n'a rien à voir avec l'immigration, mais plutôt avec l'utilisation des migrants comme outil. Le but est de tester les réactions des pays membres et de créer de l'instabilité. « Maintenant, Poutine a jeté son dévolu sur la Finlande. Cela est certainement dû à votre ferme soutien à l'Ukraine et à votre adhésion à l'OTAN. Vous avez agi de manière décisive contre cette menace », a-t-elle dit.

Elle a déclaré que l'UE soutient la Finlande à bien des égards, car la sécurité des frontières extérieures est une question très importante pour l'Union. Von der Leyen a évoqué l'envoi de gardes-frontières et de matériel de surveillance de Frontex à la frontière orientale et à l'aéroport d'Helsinki-Vantaa, ainsi qu'un soutien financier de 230 millions d'euros.

L'UE négocie également avec les pays d'origine des migrants pour empêcher leur départ et pour les rapatrier. Par ailleurs, l'Union fait évoluer sa législation pour se doter de moyens contre l'immigration instrumentalisée. « C'est la première fois que nous reconnaissons l'instrumentalisation de l'immigration dans nos outils réglementaires », a-t-elle dit.

Orpo a souligné que la Finlande continuerait à soutenir l'Ukraine malgré la pression de la Russie. Orpo a exhorté les pays de l'UE à augmenter leur production de munitions et d'armes, car l'Ukraine en a besoin pour contrer l'attaque russe.

La présidente de la Commission européenne avait voulu venir s'informer de la situation à la frontière orientale, car assurer la sécurité des zones frontalières sera également une préoccupation des pays de l'UE dans les années à venir, selon elle.

Visiter la frontière fait partie de la manière dont von der Leyen incite l'Europe à répondre aux menaces à la sécurité.

Selon Von der Leyen, la guerre en Ukraine ainsi qu'au Moyen-Orient est influencée par un groupe de pays autoritaires, parmi lesquels figurent la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Les conflits de la période récente doivent être compris comme faisant partie de ce tout, a déclaré von der Leyen mercredi à Bruxelles.

Les discussions à Lappeenranta concernaient non seulement la frontière orientale mais aussi l'ensemble de la Finlande orientale. La fermeture de la frontière russe a affaibli la vie économique de la Finlande orientale, le commerce et le tourisme étant pratiquement paralysés.

La Finlande réfléchit à la manière de soutenir l'Est de la Finlande, mais jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas commencé à soutenir financièrement la région.

Les travaux de la commission dirigée par von der Leyen s'achèveront à l'automne, mais le programme de la nouvelle commission est déjà en préparation. La Finlande espère que ses préoccupations concernant la frontière et la vitalité économique de l'Est de la Finlande seront prises en compte.

Yle

Politique européenne

Conseil européen

L'UE renforce sa compétitivité et le marché intérieur

Lors du Conseil européen extraordinaire de Bruxelles, le Premier ministre Orpo a rappelé que le marché intérieur européen a été créé dans un monde très différent. Selon Orpo, l'UE ne peut réussir dans la compétition entre grandes puissances qu'avec ses propres forces.

"Seule une économie compétitive peut être une puissance commerciale. Les conditions préalables au succès sont un marché intérieur fondé sur la libre circulation et une politique de concurrence efficace. En outre, une politique commerciale responsable, fondée sur des règles, ouverte et équitable est nécessaire", a déclaré Orpo.

La discussion entre les chefs d'État était animée par l'ancien Premier ministre italien Enrico Letta qui a présenté un rapport sur l'avenir du marché intérieur de l'UE. Letta a mentionné dans son discours qu'il s'était rendu en Finlande à l'automne 2023 et avait visité notamment Nokia. Selon Orpo, le rapport Letta constitue une bonne base pour de nouvelles discussions.

Orpo rappelle que les petites et moyennes entreprises créent environ 85% des emplois en Europe. "La charge administrative pesant sur les entreprises doit être réduite et les réglementations inutiles éliminées", a souligné Orpo.

Au cœur du renforcement de la compétitivité de l'UE il y a un marché des capitaux efficace. L'objectif est d'attirer davantage d'investissements dans l'UE. "L'objectif principal est un marché financier efficace où les risques sont correctement évalués et où la responsabilité de l'investisseur est assumée", a déclaré Orpo.

La Finlande met également l'accent sur une politique crédible d'aides publiques. Les règles de l'UE en matière d'aides d'État ont été assouplies, notamment à cause de la pandémie et de la guerre en Ukraine. Selon Orpo, il serait bon de revenir à une pratique normale en matière de règles d'aides publiques. "L'UE doit disposer d'une politique efficace d'aides publiques qui augmente la prévisibilité et un environnement d'investissement favorable", a déclaré Orpo.

Vn

« Au conseil européen, les dirigeants politiques de l'UE préconisent de nouvelles sanctions contre l'Iran » HS

Les dirigeants politiques des pays de l'UE ont décidé dans la nuit de mercredi à jeudi de soutenir des sanctions supplémentaires contre l'Iran. La raison en est l'attaque menée par l'Iran contre Israël ce week-end. Cette ligne a été confirmée lors du sommet de Bruxelles.

Le Premier ministre finlandais Petteri Orpo a déclaré à l'issue de la réunion que la condamnation des frappes de missiles et de drones de l'Iran constituait un nouvel élément dans la politique de l'Union au Moyen-Orient. Il a également évoqué un appel fort lancé à Israël pour qu'il se retienne de riposter et à l'Iran pour qu'il cesse de riposter.

Les dirigeants politiques ont également exposé leur politique à l'égard de l'Ukraine. Orpo s'en est déclaré satisfait. "J'ai pensé qu'il était vraiment important que l'Ukraine reste le sujet numéro un. Au début, il semblait que l'attention aurait été davantage portée ailleurs", a déclaré Orpo.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré mercredi lors de sa conférence de presse avec le Premier ministre néerlandais Mark Rutte et la Première ministre danoise Mette Frederiksen que l'Ukraine avait besoin de davantage d'aide. Il a également envoyé un message aux pays membres de l'OTAN sur la manière dont il convient de peser la question d'un éventuel conflit entre la réalisation des objectifs de l'OTAN et l'aide à l'Ukraine.

"Si les États membres doivent décider s'ils doivent atteindre les objectifs capacitaires de l'OTAN ou envoyer de l'aide à l'Ukraine, mon message est clair. Envoyez davantage en Ukraine", a déclaré Stoltenberg.

Orpo a déclaré après la réunion que cette déclaration contribuerait, espérons-le, à trouver une solution pour soutenir l'Ukraine. "J'ai bon espoir que ces systèmes anti-aériens pourront désormais soutenir l'Ukraine", a déclaré Orpo.

Il estime qu'une nouvelle aide pour l'Ukraine pourrait être trouvée au mieux d'ici quelques semaines.

HS

Politique étrangère

Selon la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen, l'Europe pourrait faire davantage pour aider l'Ukraine.

L'Europe croit-elle encore aux chances de l'Ukraine de gagner la guerre, Elina Valtonen ?

"La situation est terrible, mais d'un autre côté, elle est aussi évolutive. Après tout, il y a un peu plus de deux ans, en février, beaucoup pensaient probablement que Kiev tomberait en quelques jours", explique la ministre des Affaires étrangères Valtonen, dans une interview accordée à Helsingin Sanomat.

L'Ukraine a désormais besoin d'aide pour que la situation puisse tourner en sa faveur. En pratique, cela pourrait provenir soit des États-Unis, soit d'Europe.

De l'autre côté de l'Atlantique, les millions d'aides sont bloqués à cause de la politique intérieure, alors quel type de soutien à l'Ukraine est actuellement promu au sein de l'UE ?

"L'Europe fait tout ce qu'elle peut, mais elle peut faire plus", déclare Valtonen.

La ministre des Affaires étrangères remercie l'initiative tchèque en matière de munitions - dans le cadre de laquelle 800 000 obus sont achetés dans le monde entier - et le "recalibrage de l'aide à l'Ukraine" du président français Emmanuel Macron, c'est-à-dire l'initiative du début du printemps pour l'envoi de troupes occidentales en Ukraine.

Selon Valtonen, le soutien à l'Ukraine doit être accru "de toutes les manières possibles".

Lorsqu'on parle du soutien de l'Europe à l'Ukraine, l'Allemagne est souvent critiquée. On considère que la réticence allemande à fournir à l'Ukraine des armes qui pourraient être utilisées pour frapper bien au-delà de la frontière est liée à la crainte de provoquer la Russie. Mais Valtonen a une explication différente.

Selon elle, l'Allemagne est un exemple de la façon dont les discussions de politique intérieure des pays de l'UE déterminent l'image que l'on se fait de leur enthousiasme à soutenir l'Ukraine. En Allemagne, il y a un débat animé sur l'aide, c'est pourquoi elle semble hésiter.

Valtonen rappelle qu'en réalité, l'Allemagne est l'un des plus grands soutiens financiers de l'Ukraine en Europe.

Mais alors, si le rôle de la France est de lancer de grandes initiatives et celui de l'Allemagne de faire de la retenue, quelle est la part de la Finlande ?

Valtonen qualifie le soutien de la Finlande à l'Ukraine de « très substantiel ».

Selon les statistiques, en termes de produit national brut, les plus grands soutiens de l'Ukraine entre janvier 2022 et janvier 2024 étaient l'Estonie, le Danemark, la Norvège, la Lituanie, la Lettonie et, au sixième rang, la Finlande. L'Allemagne est à la dixième place et la France, qui soutient les grandes manœuvres, à la 27e place.

"La Finlande a déjà fait tout ce qu'elle pouvait par elle-même et continuera à le faire. Nous avons fait jusqu'à présent 23 paquets d'aide pour l'Ukraine, et le président [Alexander Stubb] est allé il y a quelques semaines annoncer également nos engagements en matière de sécurité envers l'Ukraine. Nous étions le huitième pays au monde à le faire", déclare Valtonen.

Selon elle, la Finlande fait beaucoup de travail pour que le message sur l'importance de l'aide à l'Ukraine reste visible.

"Nous discutons avec nos collègues dans toutes les enceintes en Europe, au sein de l'Union européenne, de l'OTAN", énumère Valtonen. "Nous soulignons constamment combien il est important de soutenir l'Ukraine. Et aussi pour que l'ensemble de l'Union européenne ou de l'OTAN y participe, et bien sûr de préférence en termes de PIB."

Selon Valtonen, il est nécessaire d'entretenir le sujet. En tant que voisins frontaliers de la Russie, les Finlandais comprennent automatiquement la menace à laquelle l'Ukraine est confrontée. Toutefois, la situation n'est pas la même dans les rues de Londres et de Madrid.

Bien entendu, l'espoir est qu'un jour il ne sera plus nécessaire de faire pression pour obtenir une aide aux armements, car la guerre serait terminée.

Comme issue possible, une idée a été proposée selon laquelle l'Ukraine pourrait céder des territoires à la Russie et le reste du pays serait accepté comme membre de l'OTAN. L'Ukraine s'est opposée à cette solution et a déclaré que son intégrité territoriale n'était pas négociable.

Valtonen rejette également cette idée. "Il appartient entièrement aux Ukrainiens de décider sur quoi et avec quels objectifs ils sont prêts à négocier", répond Valtonen.

Elle souligne que la Russie n'a aucune confiance dans de tels accords. "Avec quel genre de partie un tel traité serait négocié ? Une partie qui dit le contraire aujourd'hui et profiterait peut-être des années à venir pour s'équiper, se repositionner et lancer une nouvelle attaque ?" dit Valtonen.

Lorsqu'elle parle de la confiance de l'Europe dans les chances de victoire de l'Ukraine, Valtonen pense aux manifestations d'Euromaidan il y a dix ans. A cette époque, les Ukrainiens se sont rassemblés en grand nombre pour s'opposer à la décision du président pro-russe d'annuler les négociations de coopération avec l'UE. Selon Valtonen, il s'agissait d'une démonstration de la volonté de lutte et de la soif de liberté d'une nation indépendante.

"C'est pourquoi je ne peux pas vraiment accepter l'idée que nous laisserions tomber ces gens simplement parce que ce serait bien, pour notre propre désir de confort, d'appeler quelque chose une paix, qui n'est serait en réalité pas une", déclare Valtonen.

HS

Intérieur

Le gouvernement propose des dispositions plus strictes sur la migration

Le 18 avril, le gouvernement a soumis au Parlement un certain nombre de projets de lois liés à la migration. Il s'agit de dispositions plus strictes en matière de protection internationale, empêchant le contournement des dispositions en matière d'entrée, introduisant une procédure d'asile à la frontière et réduisant l'indemnité pour les migrants. Un projet concernant la durée de résidence prévue dans la loi sur la citoyenneté a également été soumis au Parlement.

La ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen, affirme que les changements proposés s'inscrivent dans le cadre d'une réforme plus large de la politique migratoire.

« Ces projets législatifs introduiront, par exemple, des dispositions plus strictes et les meilleures pratiques permises par les directives de l'UE, qui soutiendront les objectifs du gouvernement visant à durcir la politique d'asile. La période de résidence requise pour la citoyenneté finlandaise sera également prolongée. Nous poursuivrons notre travail sur d'autres réformes liées à la migration », a déclaré Rantanen.

Le gouvernement propose un amendement à la loi sur la citoyenneté qui prolonge la période de résidence requise pour obtenir la citoyenneté finlandaise de cinq ans actuellement à huit ans. En outre, seule la durée du séjour en Finlande au titre d'un permis de séjour serait prise en compte dans le calcul de la période de résidence.

Le gouvernement propose des modifications législatives pour empêcher plus efficacement qu'actuellement le contournement des dispositions relatives à l'entrée. Les amendements interdiraient aux demandeurs d'asile de demander un permis de séjour basé sur le travail ou sur l'éducation. Les amendements renforceraient également la procédure de vérification de l'identité. Les lois entreraient en vigueur le 1er juillet 2024.

Le gouvernement entend donner à la protection internationale un caractère temporaire. La durée des permis de protection internationale sera réduite au minimum autorisé par le droit de l'UE. En outre, toute infraction particulièrement grave commise en Finlande ou toute menace à la sécurité nationale empêcherait une personne de bénéficier d'une protection internationale.

Le gouvernement a aussi soumis au Parlement un projet visant à introduire une nouvelle procédure d'asile à la frontière. La loi sur les étrangers sera modifiée conformément à la directive européenne sur les procédures d'asile pour introduire la nouvelle procédure d'asile à la frontière en Finlande. L'objectif est d'améliorer l'examen des demandes non fondées et le retour des demandeurs dont la demande a été rejetée. En outre, cela empêchera les mouvements secondaires de demandeurs d'asile vers d'autres pays de l'UE.

Le gouvernement a aussi soumis au Parlement un projet visant à réduire temporairement l'indemnité d'accueil. La loi entrerait en vigueur dès que possible et resterait en vigueur jusqu'à fin 2025.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/hallitus-esittaa-tiukennuksia-maahanmuuttoon?languageId=en_US

”Le gouvernement a remis au Parlement son projet pour durcir les critères de l'immigration ” HS

La ministre de l'Intérieur Mari Rantanen relève qu'il s'agit de la première partie de l'ensemble de mesures de durcissement sur lesquelles le gouvernement s'était mis d'accord, et que d'autres durcissements seraient présentés à l'automne, concernant le regroupement familial et le niveau de revenu minimum demandé parmi les critères de la nationalité, par exemple.

Le gouvernement prévoit de rendre la protection internationale temporaire. La durée des titres sera restreinte au minimum prévu par le droit européen. Un permis à titre de réfugié serait délivré pour trois ans au lieu de quatre ans actuellement, et sa prolongation serait fixé à trois ans contre quatre ans actuellement.

Le gouvernement propose de diminuer de façon temporaire, jusqu'à fin 2025, l'allocation de l'accueil et souhaite que la diminution puisse entrer en vigueur le plus tôt possible. Son niveau sera ensuite défini à un minimum à l'occasion de la réforme de la loi sur l'accueil. Cette diminution qui relève des mesures économiques de la loi des finances rectificative de cette année devrait rapporter des économies de 16 millions d'euros en 2024-2025.

Le gouvernement propose de supprimer la possibilité pour des personnes arrivés comme demandeurs d'asile de changer de statut en demandant un permis séjour pour le travail ou des études. Rantanen indique que l'objectif est d'empêcher les situations où une personne demande l'asile en Finlande afin en réalité de pouvoir y travailler ou étudier.

Le gouvernement a également remis au Parlement son projet concernant la procédure d'asile frontalière qui vise à accélérer le traitement des demandes non-fondés et le refoulement des demandeurs ayant eu une réponse négative à leur demande. Il s'agit aussi d'enfermer les demandeurs dans un centre d'accueil près de la frontière.

Le gouvernement propose d'appliquer cette procédure concernant toute demande jugée comme probablement non-fondée, et non pas seulement dans le contexte d'immigration instrumentalisée.
HS/A13

Partis politiques

Mika Aaltola se présente aux élections européennes sur la liste de la Coalition nationale

Mika Aaltola, directeur de l'Institut finlandais des affaires internationales *UPI*, se présente aux élections européennes de juin sur la liste du Parti de la Coalition nationale (*Kokoomus*). Aaltola l'a annoncé lors d'une conférence de presse jeudi.

Aaltola explique que sa décision a été prise après que le Premier ministre *Petteri Orpo* (Coalition nationale) lui a demandé de se porter candidat aux élections européennes. Aaltola a déclaré qu'il avait réfléchi à l'offre d'Orpo pendant quelques jours. Aaltola a justifié sa décision notamment par le renforcement de la sécurité en Europe.

Aaltola est le dix-neuvième candidat désigné par la Coalition nationale pour les élections européennes.

HS/A11

Antti Kaikkonen candidat à la présidence du Centre

Le député *Antti Kaikkonen* se présente à la présidence du parti du Centre qui sera décidée lors du congrès du parti qui se tiendra cet été. Kaikkonen a annoncé sa décision lors d'une conférence de presse jeudi.

Kaikkonen a souligné que la sécurité, la réduction de la polarisation et les services locaux étaient des thèmes importants pour le Centre. Il a parlé de sécurité non seulement en termes de la défense nationale, mais aussi en termes d'autosuffisance et de sécurité dans la vie quotidienne. Le Parti du centre changera de président en juin, l'actuelle présidente *Annika Saarikko* ayant annoncé à la mi-février qu'elle ne se présenterait pas à un second mandat.

Kaikkonen a prévenu le parti qu'il prendrait également du temps pour sa famille s'il était élu président. Kaikkonen a deux enfants.

Kaikkonen est considéré comme favori. Il était candidat à la présidence du Centre en 2019, mais il a perdu face à *Katri Kulmuni*.

Jusqu'ici seul le député *Tuomas Kettunen*, s'est déjà porté candidat à la présidence.

HS/A11

Santé

THL annonce un plan social

L'institut national de la santé et du bien-être *THL* a informé ses employés mercredi de l'ouverture d'un plan social. Les négociations concernent en particulier la recherche génétique finlandaise.

Selon *Markus Perola*, vice-délégué du personnel du THL et professeur de recherche, plusieurs activités de l'institut, telles que les conseils de vaccination et la surveillance des infections, devraient être transférées aux régions de santé et du bien-être. La recherche sur les maladies nationales devrait être de la responsabilité des universités.

THL a déclaré que les besoins d'économies sont d'environ 12 millions d'euros et qu'ils devraient supprimer au maximum 200 postes, soit environ 15 % du personnel.

En 2024, THL reçoit 78 millions d'euros de financement de l'État. En outre, THL reçoit environ 40 millions d'euros de financement externe, sous forme de financement de projets gouvernementaux et de financement de la recherche.

HS/A12